

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE
ud-lille.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Lille, le 10 novembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur 

PAPREC NORD NORMANDIE
RUE DE LA PREVOTE
59890 Quesnoy-sur-Deûle

Références :

Code AIOT : 0007001396

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement PAPREC NORD NORMANDIE implanté RUE DE LA PREVOTE FERME DESPRETZ 59890 Quesnoy-sur-Deûle.

La visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles de la Dreal Hauts-de-France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC NORD NORMANDIE
- RUE DE LA PREVOTE FERME DESPRETZ 59890 Quesnoy-sur-Deûle
- Code AIOT : 0007001396 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société PAPREC NORD NORMANDIE, filiale du groupe PAPREC, exploite dans son agence de Quesnoy-sur-Deûle une installation de récupération de cartons et vieux papiers.

Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 27 novembre 1997 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2013 mettant à jour la liste des installations classées du site.

La situation administrative du site a été mise à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2013. Cet arrêté a également imposé, compte tenu des changements intervenus sur le site depuis 1997, que soient mises à jour les études d'impact et de dangers du site.

Thèmes de l'inspection : Risque incendie | Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 Mois
3	Adéquation besoin en eau et rétention	Arrêté Préfectoral du 27/11/1997, article 4.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 27/11/1997, article 3.3	
5	Prévention du risque d'incendie de la zone de broyage	Arrêté Préfectoral du 27/11/1997, article 14.1.2	
6	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer l'adéquation entre le besoin en eaux d'extinction d'incendie et ses moyens de confinement de ces dernières.

Cette situation constitue une non-conformité majeure.

L'Inspection des installations classées propose donc à M. le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant afin de le contraindre au retour à la conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels - Plan de défense contre l'incendie.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni un document intitulé Plan de défense incendie, daté du 25 juin 2018 et correspondant à la version 3 du 11 juin 2024.</p> <p>Il a précisé que ce document est mis à la disposition des services de secours via une boîte située à l'entrée du site pendant les heures ouvrées, ou, en dehors de celles-ci, par l'intermédiaire du gardien résidant à proximité.</p> <p>Ce document comporte l'ensemble des pièces attendues, à l'exception des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• le schéma des alarmes et des alertes ;• le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, ainsi que les modalités de mise

- en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts et des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre, ainsi que, le cas échéant, les modalités de leur manœuvre.

En outre :

- le document précisant l'organisation des premiers secours n'identifie pas clairement l'agent chargé d'appeler les services de secours ;
- le document intitulé Plan du site ne fait pas apparaître les poteaux incendie situés sur la voie publique.

Informations complémentaires :

L'exploitant indique que la réserve d'eau de 600 m³ n'a pas vocation à être utilisée directement par les sapeurs-pompiers. Elle est reliée au système des RIA via un surpresseur, lui-même alimenté par une source électrique indépendante.

Les documents montrent que les deux presses à papier et carton sont équipées d'un système de sprinklage également relié au réseau des RIA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète son plan de défense incendie avec le schémas des alarmes et des alertes, les différents plans de situation et l'identification claire du responsable de l'appel des services de secours en cas d'incendie.

L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées le plan de de défense incendie modifié.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois


N° 2 : Traçabilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels - Traçabilité.
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente un état des stocks daté du 31 octobre 2025. Cet état des stocks permet de vérifier que les quantités de déchets stockés sur l'installation ne dépassent pas les quantités autorisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées préconise de joindre cet état des stocks classés par zone au plan de défense incendie et de le mettre à disposition des services de secours.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Adéquation besoin en eau et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/1997, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels - Volume des rétentions
Prescription contrôlée : Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, eaux d'extinction y compris, doivent être confinées dans l'enceinte de l'établissement : pour ce, les réseaux internes de collecte des eaux usées et pluviales doivent notamment pouvoir être déconnectés des réseaux extérieurs par tout moyen efficace en toutes circonstance dont la mise en œuvre fait l'objet d'une consigne.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que le volume d'eau nécessaire pour éteindre un incendie sur le site est estimé à 600 m ³ . Le site ne dispose pas de bassin de confinement. L'exploitant explique qu'en cas d'incendie, les eaux d'extinction seraient retenues sur le site en stoppant la pompe de relevage qui évacue habituellement les eaux vers le réseau communal. Il précise que les eaux de ruissellement et les eaux de toiture sont collectées en amont de cette pompe, le réseau public n'étant pas séparatif selon ses dires. Avant leur rejet vers le réseau, ces eaux transitent par un dispositif débourbeur-déshuileur. L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que le site peut effectivement contenir un volume de 600 m³ d'eaux d'extinction en cas d'incendie. Il indique qu'une étude topographique est actuellement en cours et qu'elle permettra de déterminer avec précision le volume réellement confinable sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant finalise l'étude topographique et évalue le volume qui peut être confiné sur son site en cas d'incendie. Si ce volume est inférieur aux besoins d'extinction d'un incendie sur le site alors il engage des travaux pour se conformer à la prescription. En cas de non respect à la mise en demeure, l'Inspection proposera la suspension temporaire des activités du site.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 Mois

N° 4 : Plan des réseaux


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/1997, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels - Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente un plan des réseaux comprenant la présentation schématique du réseau des eaux de ruissellement et des eaux pluviales de toiture. L'exploitant présente sur le plan la position de la pompe de relevage.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Prévention du risque d'incendie de la zone de broyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/1997, article 14.1.2
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention du risque d'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.
Constats : La prévention du risque d'incendie dans la zone de broyage (installation munie de dents permettant de déchiqueter les livres et classeurs avant le compactage) repose sur la mise en œuvre des éléments suivants (voir étude de dangers de 2018) : <ul style="list-style-type: none">• Nettoyage régulier des équipements et de la zone de travail pour éviter l'accumulation de débris et de poussières : l'exploitant indique que la zone est nettoyée tous les vendredis. Il est constaté un niveau de propreté acceptable.• Permis de feu pour les travaux par points chauds : lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le formulaire vierge de demande de permis de feu (valable une journée) ainsi qu'un exemplaire rempli (soudure sur la partie hydraulique de la presse).• Interdiction de fumer et d'apporter du feu / affichage obligatoire : élément non vérifié lors de la visite d'inspection.• Accès contrôlé : élément non vérifié lors de la visite d'inspection.• Formation du personnel : l'ensemble du personnel est formé à la lutte contre l'incendie. La liste des personnels formés figure dans le document PDI.• RIA et extincteurs : constat est fait de la présence de RIA à proximité du broyeur.• Présence de personnel aux heures ouvrées : constat est fait de la présence de salariés lors de la visite d'inspection.• Rétention des eaux d'extinction incendie (voir point de contrôle précédent).• Système d'obturation sur les réseaux d'eaux pluviales (voir point de contrôle précédent).• Espacement des stockages : constat est fait d'un faible niveau de stockage lors de la visite d'inspection, ne permettant pas de vérifier cet élément.• Équipements de protection contre les effets de la foudre (voir ci-dessous).• Installation électrique conforme et vérifiée par un organisme agréé : voir point de contrôle n°6. <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations de protection contre la foudre (rapport APAVE n°240005719-001-1 daté du 13/02/2025).</p> <p>Ce rapport fait état d'une observation importante précisant que les études techniques foudre doivent être mises à jour suite à l'installation des caméras thermiques.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'Inspection, dès réception, les nouvelles études suivantes : <ul style="list-style-type: none">• analyse de risques foudre ;• étude technique foudre ;• rapport de vérification de protection contre la foudre.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 6 : Verification des installations electriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels - Installations électriques et mise à la terre
Prescription contrôlée : Installations électriques et mise à la terre L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques (rapport APAVE n° A30456187-012-1, daté du 6 février 2025), lequel mentionne dix-sept observations. L'exploitant a également remis deux bons d'intervention récapitulant les travaux effectués sur les installations électriques : Le premier bon d'intervention, daté du 10 août 2025, indique que l'ensemble des observations du rapport a été traité, à l'exception des observations n° 11 et n° 12. Le second bon d'intervention atteste de la réalisation des réparations relatives à ces deux derniers points et précise que l'ensemble des non-conformités est désormais levé pour la zone de tri des déchets. En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un tableau de suivi de l'entretien des installations électriques. L'Inspection recommande à l'exploitant de mettre en place et de tenir à jour un registre informatisé permettant d'assurer le suivi des vérifications, des maintenances et des mises en conformité des installations électriques.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :